

TAFTA



Rejoignez le combat.

- ▶ Informez-vous sur www.TTIP2014.eu.
- ▶ Interpeller vos élu-es pour leur faire part de vos questions et de vos craintes.
- ▶ Demandez-leur de mettre votre ville, votre communauté de communes, votre département, votre région, la France et l'Europe « *Territoire hors TAFTA* ».

Ensemble, avec vous, nous pouvons faire échouer TAFTA

- ▶ D'autres accords de libre-échange menacent notre démocratie et nos modes de vie. Avec les sociétés civiles africaines, dites non aux accords de libre échange entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. Renseignez-vous sur <http://www.greens-efa.eu/fr.html>.

Twitter :
@TTIPbeware
#TTIP #TAFTA

Adhérez à EÉLV
Rendez-vous sur eelv.fr,
onglet "Rejoignez-nous"...



Site
internet :
www.TTIP2014.eu

Secrétariat national
d'Europe Écologie Les Verts
6 bis rue Chaudron, 75010 Paris
+33 (0) 1 53 19 53 19 - <http://eelv.fr>

LE DIABLE S'HABILLE EN

TAFTA

TRANSATLANTIC FREE TRADE AGREEMENT (ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE TRANSATLANTIQUE)

Les Verts européens s'engagent
contre l'accord de libre-échange
entre l'Union européenne et les États-Unis.

Rejoignez le combat.

www.TTIP2014.eu



Partout à travers l'Europe et les États-Unis, de plus en plus de citoyens se mobilisent contre le TAFTA. Avant même leur lancement, les Verts s'étaient opposés à l'ouverture des négociations UE/États-Unis, conscients que cet accord serait un nouvel assaut sur nos démocraties, une menace de plus de dilution du projet européen. Et depuis, ils n'ont eu de cesse d'alerter les citoyens sur ses dangers. Mais il n'y a pas de fatalité. Nous avons gagné sur ACTA, rejoignez-nous pour qu'ensemble nous arrêtons TAFTA.

Un nivellement par le bas

Puisque les droits de douane entre l'Union européenne et les États-Unis sont déjà faibles (mais très importants pour l'agriculture), TAFTA se concentre sur ce que les multinationales jugent trop « *encombrantes* » : nos législations en matière d'environnement, d'alimentation, de santé, de libertés numériques, de services publics, mais aussi en matière de régulation de la finance, des produits chimiques et pharmaceutiques. Ainsi l'agro-industrie américaine travaille à ce que l'Europe lève l'embargo sur le bœuf aux hormones, le poulet chloré et les OGM. Une vraie remise en cause des agricultures paysannes en Europe et aux États-Unis et de notre combat pour une alimentation saine.

Nos modes de vie menacés

Nos services publics font face à la menace d'une libéralisation agressive. Côté américain, les

fournisseurs privés de service de santé ou d'éducation souhaitent marchandiser un peu plus nos services publics. Côté européen, les multinationales de l'eau défendent une privatisation des services de l'eau outre-Atlantique. De même, le respect de la vie privée et des libertés numériques sont attaqués par l'objectif de marchandisation de nos données personnelles.

Des négociations totalement opaques

Depuis leur lancement, mi-2013, les négociations se sont poursuivies sans que les citoyens puissent savoir les choix de société qui sont négociés en leur nom. L'accès aux documents clefs et donc à l'information est limité à une poignée de députés et de représentants des États membres à Bruxelles. Les citoyen-nes, des deux côtés de l'Atlantique, sont délibérément écartés des discussions malgré l'impact que le TAFTA aura sur leur vie. D'ailleurs, les données dont nous disposons montrent que

93 % des réunions préparatoires sur le TAFTA ont eu lieu uniquement avec des représentant-es de l'industrie. Un vrai déni de démocratie.

Des promesses exagérées

Les partisans de TAFTA continuent à marteler que ce traité est la seule réponse pour sortir l'Europe de la crise économique et nous promettent beaucoup d'emplois et de croissance. Pourtant, de l'aveu même de la Commission européenne, certains secteurs seront fortement « *dégraissés* », en clair ils perdront des emplois, et les éventuels bénéfices économiques ne se feraient sentir qu'à partir de 2027. Et cela sans compter ce que le nivellement par le bas des législations de protection de la santé, de l'environnement ou des salarié-es occasionnera comme dégâts, y compris sur l'économie.

Au bénéfice des entreprises

Le TAFTA, comme le CELA (accord de libre-échange UE/Canada), contiendra un « *mécanisme de règlement des différends investisseurs/état* ». Un nom barbare pour désigner ni plus ni moins un recours à l'arbitrage privé pour régler des différends commerciaux en dehors toute juridiction nationale. Les entreprises pourront donc attaquer un État ou

une collectivité locale lorsqu'ils jugeront qu'une décision publique remet en cause leurs bénéfices présents ou à venir, et peu importe que cette décision fasse progresser la société sur l'environnement, la protection de la santé ou encore les droits des salarié-es et des citoyen-nes. Ainsi, l'Allemagne est-elle poursuivie par une société suédoise d'énergie suite à sa décision de sortir du nucléaire. Si le Traité était déjà en vigueur, des entreprises américaines auraient pu attaquer la France pour son moratoire sur les cultures d'OGM, son refus d'exploiter les gaz de schiste ou son interdiction du bisphénol A dans les biberons !

Accepter le traité transatlantique, c'est renoncer à notre capacité de décider, de construire la société et l'Europe que nous voulons. Nous refusons ce marchandage entre la démocratie et les intérêts de quelques multinationales. Nous dénonçons cette négociation qui se déroule en toute opacité, sans les citoyens, contre les citoyens.

TAFTA, MÉFIEZ-VOUS DE CE QU'IL CACHE